



COMMUNIQUÉ INTERNE

Fallait-il supprimer l'ENA ?

A grand renforts médiatiques, le Président de la République vient d'annoncer la suppression de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et son remplacement par un Institut de Service Public (ISP).

Cet institut formera l'ensemble des élèves administrateurs de l'Etat et intégrera un tronc commun à 13 écoles de service public y compris les auditeurs de justice (élèves magistrats Ndr) et les ingénieurs recrutés à la sortie de polytechnique. La formation y sera ouverte au monde académique et de la recherche en France comme à l'international notamment au gré d'un partenariat avec les universités qui lui permettra d'être diplômante. Chargé de la formation initiale et continue l'ISP s'inspirera de l'Ecole de guerre pour accompagner les parcours professionnels et détecter les hauts potentiels.

Le chef de l'Etat dit vouloir sortir du déterminisme et du corporatisme que l'ENA a pu produire au cours des ans. Pour cela en sortiront des administrateurs de l'Etat affectés en début de carrière à des fonctions opérationnelles, préfectorales, administratives déconcentrées ; pour être ultérieurement appelés à d'autres responsabilités après plusieurs années de carrière – dont des fonctions dans les grands corps (CE, CdC, IGF, IGA, IGAS.)

Force ouvrière appelle depuis longtemps à une réforme du recrutement, de la formation et de la carrière des cadres supérieurs et dirigeants de l'Etat. En effet, la Haute Fonction Publique ne saurait rester à l'écart des mutations sociales, des orientations de l'action publique et des évolutions statutaires.

C'est pourquoi Force Ouvrière tient à rappeler ses revendications en la matière :

- **Un déroulement de carrière plus attractif dans l'encadrement supérieur ; la fin du pantouflage**
- **La parité indiciaire entre les filières professionnelles selon le principe : « A diplôme égal – grille équivalente »**
- **La transformation des grades et des corps ou cadres d'emplois fonctionnels ou de débouchés en grades d'avancement.**
- **L'augmentation des possibilités d'accès aux trois niveaux de grade.**
- **Le décontingement de l'accès au sommet l'échelle lettre (HE).**
- **Un plus grand accès des docteurs aux concours des corps de A+**
- **Une durée équivalente et un tronc commun de formation pour l'encadrement supérieur ; pour un statut commun d'administrateur/trice publique.**
- **La suppression du recrutement direct dans les grands corps ; que les grands corps ne soient accessibles qu'en débouché de carrière**

- **La fin du plafond de verre entre A et A+ avec la transformation des tours extérieurs en avancement au choix en CAP ;**
- **L'adaptation des concours internes pour les rendre attractifs et accessibles à tout moment de la carrière et non pas aux « néo-recrutés »**
- **Un réel accès à la formation continue.**
- **La préservation de l'ENA comme école d'application ; son ancrage dans l'enseignement supérieur.**

Les propositions du gouvernement pour faire évoluer l'ENA vers un ISP en reprennent une partie. Cependant FO alerte sur l'impérieuse obligation qu'une telle réforme se fasse dans un cadre statutaire. C'est-à-dire avec la double exigence du dialogue social avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique de l'Etat et le respect des règles générales appliquées à la fonction publique, laquelle est une et indivisible.

Il ne suffit pas de modifier le nom de l'école pour en changer les objectifs et les moyens.

C'est pourquoi FO-Fonction publique attend, en conséquence, l'agenda social proposé par le Premier Ministre pour la mise en place des nouvelles orientations gouvernementales en faveur de l'encadrement supérieur de la Fonction Publique.

Paris, le 16 avril 2021